

Sans fin mise à l'austérité collective, la politique de l'emploi ne créera pas de nouveaux postes

Geplaatst op donderdag 06 september 2012 | 

 SHARE

A la veille de l'importante conférence « Des emplois pour l'Europe » de la Commission européenne sur la politique de l'emploi, la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle les responsables politiques européens à accepter le fait que l'austérité est un échec et à adopter une approche différente.

Alors que politiciens, fonctionnaires européens et internationaux, universitaires, experts et partenaires sociaux se réunissent pour discuter de la manière de mettre en œuvre le Paquet pour l'emploi de la Commission et de quelle façon les politiques d'emploi peuvent contribuer au redressement de l'Europe, la CES répète une fois encore qu'aucune politique de l'emploi ne peut compenser des politiques économiques défaillantes.

Les dernières statistiques du chômage de l'UE sont désastreuses : le chômage a augmenté pratiquement chaque mois depuis un an, atteignant des niveaux record. Plus de 25 millions de personnes sont aujourd'hui sans emploi et, au-delà des statistiques, il y a des situations individuelles et collectives de frustration, de colère, de perte, de désespoir et, de plus en plus, de tragédies personnelles. Le pire est encore à venir – les perspectives économiques sont également sombres tandis que la zone euro se rapproche davantage encore d'une récession en double creux. Cette situation confirme les mises en garde de la CES quant au risque de voir l'austérité collective et des réductions de déficit trop ambitieuses étouffer l'économie et provoquer de nouvelles pertes d'emplois.

Bien que la CES pense que certaines des propositions présentées dans le Paquet emploi[1] méritent d'être approfondies, les responsables politiques européens continuent à viser la mauvaise cible. Des réformes structurelles du marché du travail sous la forme d'une déréglementation de la législation en matière de protection de l'emploi sapant, voire démantelant les systèmes de négociations collectives, favorisant des marchés du travail toujours plus flexibles et des politiques augmentant le travail précaire, ne créeront pas de nouveaux emplois. Au contraire, elles remplaceront des emplois de qualité par des emplois médiocres, augmentant davantage encore le sentiment d'insécurité des travailleurs européens.

La situation est urgente : les dernières Tendances mondiales de l'emploi publiées par l'OIT[2] confirment les sombres perspectives pour les jeunes demandeurs d'emploi. Il faut absolument désamorcer la bombe à retardement que constituent le chômage des jeunes et l'augmentation du chômage de manière générale. Nous devons également redoubler d'efforts pour lever les barrières à l'emploi que rencontrent les femmes, les travailleurs plus âgés, les personnes handicapées, les travailleurs migrants et autres groupes défavorisés. Il faut toutefois que l'accent soit mis sur la qualité et la pérennité des emplois créés et, pour cela, il faut investir : dans l'économie, dans les personnes, dans les entreprises et dans notre avenir à long terme. La CES a proposé un Contrat social pour l'Europe[3] exposant sa vision alternative pour l'Europe. Nous invitons toutes celles et tous ceux qui souhaitent une Europe meilleure, plus juste et plus sociale à se joindre à nous pour débattre de cette proposition.

Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, qui prendra la parole à la conférence, a déclaré : « *Il est temps que nos dirigeants affrontent la réalité : l'austérité détruit des emplois et aucune discussion sur une réforme de la politique de l'emploi ne pourra dissimuler ce fait établi. Le mouvement syndical européen est prêt à relever le défi et à prendre ses responsabilités. Nous demandons aux organisations patronales européennes et nationales à faire de même. Les travailleurs européens le demandent et ne méritent rien de moins* ».

La Confédération européenne des syndicats (CES) parle d'une seule voix au nom des intérêts communs des travailleurs au niveau européen. Fondée en 1973, elle représente aujourd'hui 85 organisations syndicales dans 36 pays européens ainsi que 10 fédérations sectorielles.

La CES est aussi sur [Twitter](#), [YouTube](#) et [Flickr](#). Si vous souhaitez vous inscrire à la [newsletter de la CES](#), merci de [cliquer ici](#).